

Art. 4. — La date précise de chaque session est fixée au moins trois mois à l'avance par le ministre chargé de l'enseignement technique.

Les compositions commencent le même jour et se poursuivent dans le même ordre dans toutes les académies où est organisé l'examen.

Art. 5. — Tout candidat doit être porteur d'une carte d'identité avec photographie. Il peut être tenu de présenter cette carte à la réquisition d'un surveillant ou d'un membre du jury.

Art. 6. — Sont seuls admissibles aux épreuves écrites et orales les candidats ayant obtenu une moyenne de 12 sur 20 aux épreuves pratiques.

Sont déclarés admis les candidats ayant obtenu une moyenne générale de 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves de l'examen. Toute note inférieure à 5 peut entraîner l'élimination après délibération du jury.

Art. 7. — Après la clôture des examens, le jury dresse par ordre alphabétique la liste des candidats qui ont obtenu le brevet d'électrotechnicien.

La mention « Rien » est décernée aux candidats ayant obtenu une moyenne d'admission au moins égale à 14. La mention « Très bien » est décernée à ceux qui ont obtenu une moyenne d'admission au moins égale à 16.

Art. 8. — L'admissibilité aux épreuves écrites et orales est valable pour la session à laquelle elle a été obtenue et pour la session suivante.

Art. 9. — Les diplômes sont signés par le recteur et, éventuellement, par le délégué du recteur à la présidence du jury.

Art. 10. — Le directeur de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 octobre 1953.

Le ministre de l'éducation nationale,
Par délégation:
Le directeur du cabinet,
MARCEL BOUISSET.

Organisation des services extérieurs de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 53-825 du 5 septembre 1953 portant organisation des services extérieurs de la direction générale de la jeunesse et des sports,

Arrête:

TITRE I^{er}

Services académiques de la jeunesse et des sports.

Art. 1^{er}. — Les services académiques de la jeunesse et des sports placés sous l'autorité du recteur assurent l'organisation, l'administration et le contrôle de toutes les activités relevant de la direction générale de la jeunesse et des sports, à la fois dans le secteur scolaire, périscolaire et dans le secteur extrascolaire.

Art. 2. — L'inspecteur principal, adjoint au recteur, est son conseiller technique et son collaborateur pour toutes les questions concernant les activités du service académique de la jeunesse et des sports et peut être appelé à le représenter, en particulier lors de manifestations intéressant ce service.

Art. 3. — Le recteur charge l'inspecteur principal des tâches administratives visées à l'article 1^{er}, notamment celles définies ci-après:

- 1° Education physique et sportive dans les divers ordres d'enseignement et dans les secteurs extrascolaires;
- 2° Contrôle médical sportif;
- 3° Implantation des centres de rééducation physique;
- 4° Stages à caractère régional destinés au personnel enseignant, aux cadres sportifs, aux cadres des colonies de vacances, de l'éducation populaire, etc.;
- 5° Epreuves des divers examens relevant des attributions de la direction générale de la jeunesse et des sports;
- 6° Coordination des activités des inspections académiques en ce qui concerne le service de la jeunesse et des sports;
- 7° Etude des programmes d'équipement de la jeunesse et des sports et répartition des crédits d'entretien aussi bien dans les milieux péri et postcolaires que dans le secteur scolaire;
- 8° Rapports permanents avec les organismes publics ou privés consacrés à la jeunesse et aux sports (ligues, associations et comités régionaux, mouvements et institutions).

Art. 4. — L'inspecteur principal qui est chargé d'assurer le contrôle des services et des personnels intéressant la jeunesse et les sports prépare sur le plan de l'académie et soumet au recteur:

- 1° Les travaux relatifs à l'avancement et aux mutations du personnel titulaire de la jeunesse et des sports;

2° Les nominations de délégués rectoraux (professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive);

3° Les nominations du personnel auxiliaire de bureau et de service.

Art. 5. — La correspondance du service académique est établie au nom du recteur sous le timbre du rectorat (service académique de la jeunesse et des sports); elle est signée soit par le recteur, soit par l'inspecteur principal agissant par délégation.

TITRE II

Services départementaux de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — Au sein de chaque inspection académique, le service départemental de la jeunesse et des sports assure l'organisation, l'administration et le contrôle de toutes les activités relevant de la direction générale de la jeunesse et des sports dans le secteur scolaire, périscolaire ainsi que dans le secteur extrascolaire.

Art. 7. — Les attributions de ce service sont confiées dans chaque département, sous l'autorité de l'inspecteur d'académie, à un ou plusieurs inspecteurs, dont un chef de service, disposant d'un secrétaire et d'un personnel administratif qualifiés de l'administration académique.

Ce personnel ne peut être distrait de ses tâches qu'après avis du chef du service départemental et décision de l'inspecteur d'académie. Il est apprécié, pour sa notation, par le chef du service départemental et noté par l'inspecteur d'académie.

Art. 8. — Dans les établissements de l'enseignement du premier degré, le chef du service départemental et les inspecteurs de la jeunesse et des sports, conseillers techniques et collaborateurs de l'inspecteur d'académie, résolvent, sous son autorité, les questions concernant l'équipement sportif des écoles, la formation technique des maîtres du premier degré, l'organisation des examens d'éducation physique et sportive, l'animation de l'Union sportive de l'enseignement primaire.

Les inspecteurs de la jeunesse et des sports participent aux conférences pédagogiques.

Art. 9. — Dans les établissements de l'enseignement supérieur, du second degré et de l'enseignement technique, dans les écoles normales, les inspecteurs de la jeunesse et des sports sont chargés, sous l'autorité de l'inspecteur d'académie, notamment de l'étude et du règlement des questions relatives à l'équipement sportif des établissements, à la répartition des installations sportives civiles entre lesdits établissements, à l'organisation des examens et à l'animation du sport scolaire et universitaire.

Art. 10. — Dans le secteur extrascolaire, ils sont chargés par l'inspecteur d'académie de l'étude et du règlement des questions se rapportant:

- 1° A l'organisation sportive civile et aux activités de plein air (animation, gestion, subventions);
- 2° A l'équipement sportif;
- 3° Aux mouvements et associations de jeunesse;
- 4° Aux activités d'éducation populaire;
- 5° Aux camps et colonies de vacances.

L'inspecteur d'académie peut donner délégation permanente au chef du service départemental, qui lui rend compte de ses initiatives et de ses activités.

Art. 11. — La correspondance du service départemental est établie au nom de l'inspecteur d'académie, sous le timbre de l'inspection académique (service de la jeunesse et des sports). Elle est signée soit par l'inspecteur d'académie, soit, notamment pour toutes les pièces concernant le secteur extrascolaire, par le chef du service départemental agissant par délégation.

Art. 12. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 novembre 1953.

ANDRÉ MARIE.

Transfert d'un centre d'apprentissage.

Par arrêté en date du 5 novembre 1953, le centre d'apprentissage féminin 540, sis actuellement au plateau Saint-Roch, à Saint-Dié, est transféré dans les locaux de la propriété Fouilhouze, sise à Grattain-Saint-Dié, et fonctionnera sous le même indicatif: F. 540.

Jusqu'à l'achèvement complet des travaux entrepris dans les locaux de la propriété Fouilhouze pour le compte de ce centre d'apprentissage, cet établissement continuera à fonctionner dans ses locaux actuels.

Création de bourses d'études à l'institut d'études européennes de l'université de la Sarre.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 9 janvier 1953,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Des bourses d'études peuvent être données près l'institut d'études européennes de l'université de la Sarre, à Sarrebruck, à des candidats de nationalité française, titulaires du diplôme français de licencié en droit ou ès lettres.